

Corona — le début de la décroissance ?¹

André Bleicher

La crise de la corona s'avère une crise économique fort grave qui n'est pas à ramener à une cause première d'ordre économique, mais plutôt à un choc exogène. Le virus requiert des mesures radicales — il s'agit de vie ou de mort — qui ne sont pas concevables normalement dans les catégories économiques. Car nous avons à faire à des ajournements sociétaux et économiques. De quels processus s'agit-il donc ?

- L'interruption de production et de création de valeur sur la base d'interdictions ou au moyen de régulation policière ayant pour but d'endiguer la pandémie.
- La réduction de la consommation : interdiction de sortir de chez soi et fermeture des magasins limitent les temps d'achats et les volumes de ceux-ci. Les paiements électroniques autonomes des achats effectués sont pour le moins perturbés par des limites de capacité des opérations.
- *Home office* [pour désigner ici « ce qui est intérieur au pays concerné » en anglais dans le texte, *ndt*] : les entreprises se restructurent dans la gestion courante, le cours journalier classique d'un employé/ouvrier se désorganise, *management* et organisation doivent s'adapter aux données nouvelles.
- La globalisation — une conquête de haute lutte de ces derniers 70 ans — est radicalement rompue : des entreprises changent leur fusil d'épaule en ce qui concerne la configuration de leur chaîne de création de valeur, et tentent de se doter d'une plus grande résilience de leur cours de production.
- La culture du temps libre (restaurants, bars, clubs, *events* [en anglais dans le texte pour événements/manifestations diverses, *ndt*], manifestations sportives, médiathèques etc.) est mise au repos, les fins de semaines sont socialement « désertées ».
- L'ensemble des offres de la culture sont interrompues, les institutions et organes culturels d'émission reprennent ce qu'elles ont « mis en conserve » étant donné que des productions nouvelles n'apparaissent plus possibles.
- La fin du tourisme se présente à l'instar d'un avertissement fatidique inscrit sur les tableaux d'affichage — voyages, transports aériens, *Airbnb*, toutes ces offres ne sont plus disponibles pour un temps prévisible.
- Les achats d'automobiles s'interrompent car celui qui ne peut plus voyager, ne pense plus à de nouveaux symboles de statut, qui doivent être parqués ensuite dans des garages.

Si l'on fait abstraction de processus individuels, quatre grosses tendances se révèlent :

- (1) la mobilité reste durablement limitée et certes à tous les niveaux : les vols aériens internationaux sont supprimés ainsi que les échanges réguliers de personnels entre pays et continents. Le trafic national est réduit au minimum par la limitation d'accès aux infrastructures (hôtels) et des équivalents locaux fonctionnels agissent en limitant les interactions usuelles à l'instar d'interdiction de sortie
- (2) au plan sociétal, la moitié du travail s'effectue, de nombreuses entreprises, voire des branches, sont fermées provisoirement. Ce qui est redécouvert, c'est l'importance de la prévoyance existentielle : personnels des hôpitaux, vivres, police, pompiers et soignants dispensant des soins aux personnes âgées, travaillent aux limites de leur capacité, en tant pour ainsi dire placés au service de la société.
- (3) La croissance — stagnante sans plus — est en attendant terminée, l'économie se ratatine, des scénarios comptent sur des effondrements du PIB à un seul chiffre. Avec un PIB de 3,44 billions d'Euro en 2019, chacun peut mesurer ce que signifie que de renoncer à 1% de cette somme.
- (4) Les bilans d'émissions [des substances perturbant l'environnement, *ndt*] — remis à la conscience de chacun par la crise climatique — changent en prenant des valeurs positives.

Au fond, le monde glisse² dans un état que les représentants de la théorie de la post-croissance, en critiquant le capitalisme, ont proposé dans les discussions de ces deux dernières décennies : une *degrowth*, décroissance ou post-croissance, se produit sans être planifiée et parfaitement par surprise, avec une multitude d'aspects : achèvement du capitalisme global avec sa concurrence agressive, ajournements dans la culture de consommation (moins d'achat, valorisation plus élevée des moyens d'alimentation de base), endiguement de la pléthore de tourisme, ressaisissement climatologique positif par renoncement aux vols aériens et à la circulation automobile. Mais bien entendu, cette post-croissance de la corona a son prix qu'on devra acquitter par l'insolvabilité, le chômage et la baisse du niveau de bien-être qui va avec. Et la post-

¹ Une publication précédente de ce texte a paru dans *NNA News for Civil Society* (<http://nna-news.org/de>)

² Ici il s'agit du verbe *schlittern* (=glisser sur la glace) qui a donné dans les Vosges le terme de « schlitte » désignant un traîneau permettant de descendre le bois coupé dans les montagnes. Il reste à espérer que ce glissement ne soit pas aussi rapide que dans la scène extraordinaire du film *Les grandes gueules* dans laquelle André Bourvil tente de ralentir une schlitte chargée de bois...*ndt*

croissance a ainsi tout à coup fait son entrée, *by disaster and not by design* [en anglais dans le texte, « par désastre et non pas par dessein », *ndt*], comme se le souhaitaient véritablement les défenseurs du concept. La post-croissance n'est nonobstant pas le résultat d'un changement de conscience. Dans le cas de la corona, le discernement pour cela vient simplement du résultat des fortes mesures prises contre l'épidémie. Le discernement ne vient donc pas de la réflexion posée sur les conséquences de la croissance, mais plutôt de la peur d'un taux de mortalité élevé.

Indépendamment de savoir si on adhère aux représentations de post-croissance ou bien si on les considère plutôt de manière sceptique, le monde est entré plus vite qu'on ne pouvait s'y attendre dans une gigantesque expérimentation avec le positionnement interrogatif de quels changements les sociétés seraient ainsi capables de supporter. Des changements qui eussent été impensables sans le choc du virus. Il reste à répondre à l'importante question de ce qui en restera *post coronam*. Au plan conceptuel, cette expérimentation pourrait être décrite de telle sorte qu'au-delà de toute maximisation, se déploie une « économie du soin » qui presse sous une forme d'extrême prudence la vie dans la société, les formes du social, la sociabilité et la demande des biens, à partir d'une peur devant la mort. Une chose se trouve clairement devant nos yeux : les systèmes de santé doivent être considérablement assainis et réorganisés (détachés ou hors de toute privatisation). Le reste devient évident : l'informatisation fera un grand bond en avant quand on pense que des institutions et entreprises se placent sur le *home working* [le travail à la maison, en anglais dans le texte, *ndt*], que les écoles, les autorités et les universités travailleront plus fortement en étant informatisées. Dans quelle mesure le travail à la maison, avec son autonomie relative, changera durablement les hiérarchies et organisations des entreprises, cela reste exactement à bien observer comme les nouveaux rattachements des chaînes mondiales de créations de valeurs et une tout autre manière de s'y prendre avec les matières premières.

Quant à savoir si nous devons encore emprunter les voies aériennes à l'avenir (parce que les vidéo-conférences informatisées sont plus aisées), si le tourisme reprendra les dimensions de masse élevées, si les libertés que nous avons dans la circulation mondiale, se maintiendront, si les marchés financiers reprendront la dimension dominante — toutes ces questions sont désormais ouvertes, mais à coup sûr des traces resteront de cette phase de post-croissance que nous sommes en train de parcourir et une autre société, une autre économie se formeront. Dans quelle ampleur, cela se produira ce n'est pas à prévoir entre temps. Cela dépendra de la manière et de l'ampleur dont le stress va se développer dans la société, dans quelle ampleur l'insolvabilité et les chômages produiront des phénomènes sur lesquels on ne voudra pas réfléchir du tout avec précision. Car le *management* de crise peut aussi aller de travers, parce qu'il est lui-même hautement expérimental et qu'on doit y œuvrer sans expérience.

La crise de la corona et l'université — l'exemple Biberach

À cette situation ouverte, l'université *Biberach (HBC)* s'adapte bien au fait qu'elle s'est préoccupée depuis longtemps du sujet de la **bio-économie** au sens que deux espoirs y sont rattachés. Premièrement l'espoir que ce concept permette de tenir l'économie globale sur un chemin de croissance modéré et, secondement, que la bio-économie fasse épanouir l'option d'attendre **dans le même temps** [soulignement du traducteur.] des buts écologiques importants et vitaux. Brièvement, il s'agit donc de transformer le concept de capitalisme basé sur les ressources fossiles en un capitalisme d'organisation durable et viable. C'est dans ce contexte que l'université — quoique la reconfiguration de l'enseignement, conditionnée par la crise, requière une certaine concentration de l'enseignement sur des formats informatisés — développe un parcours d'études avec le titre de travail « bio-économie industrielle » en étroite coopération avec l'université d'Ulm et tente dans le même temps de localiser aussi le thème sur l'économie du bâtiment, une compétence au cœur de la *HBC*. Entre autre par la voie qu'actuellement on lutte de manière concurrentielle pour la financement d'une recherche en bio-économie sur le campus de la *HBC*. L'annonce de la *HBC* de se comprendre comme une école de transfert, se trouve sur le fond de la crise de la corona devant une épreuve de survie.

Sozialimpulse 2/2020.

(Traduction Daniel Kmiecik)

André Bleicher : est né en 1963 ; formation d'électromécanicien, études sur la gestion d'entreprise et la sociologie, membre fondateur de l'*Institut Lorenz Oken* à Herrischried et de l'*Institut pour les questions sociales du présent* à Stuttgart, dont il est membre du *Vorstand* depuis 2015. Activité comme développeur d'organisations et de coopérations dans les réseaux des petites et moyennes entreprises, collaborateur scientifique au *BTU Cottbus* et de l'université de Leipzig, professeur invité pour l'institutionnalisme coopératif de l'université *Lumière II* de Lyon, professeur de développement des affaires et de l'économie au *FH Salzburg* depuis 2012 à l'université *Biberach (HBC)*, domaine d'enseignement de la direction d'entreprise et organisation, dont il est le recteur depuis 2017.